REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 23 février au 01 mars 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Pour le renouveau du partenariat entre l'Union des Comores et l'Union Européenne

1.2 Santé.....4
- LA FRANCE ET L'UNION EUROPEENNE (TEAM EUROPE) à nouveau mobilisées en partenariat avec LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN Afin de soutenir dans l'urgence L'UNION DES COMORES dans sa lutte contre le COVID 19

1.3 Culture.....6
- Le Prix Indianocéanie 2021 : Dépôt des textes avant le 30 juin 2021

1.4 Pêche.....8
- Africa should now strengthen fisheries governance frameworks

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération régionale.....9
- Un nouvel accord entre les Seychelles et la Réunion ouvre plus d'opportunités dans le domaine de la santé

2.2 Santé : Covid-19.....12
- La menace toujours présente de la Covid-19
- Covid-19 update 30 new cases in two days

2.3 Environnement.....14
- Forêt de mangroves : 50 000 pièces de propagules et plantules plantées à Kimony

2.4 Tourisme.....16
- Motifs impérieux : le secteur du tourisme est encore plus inquiet

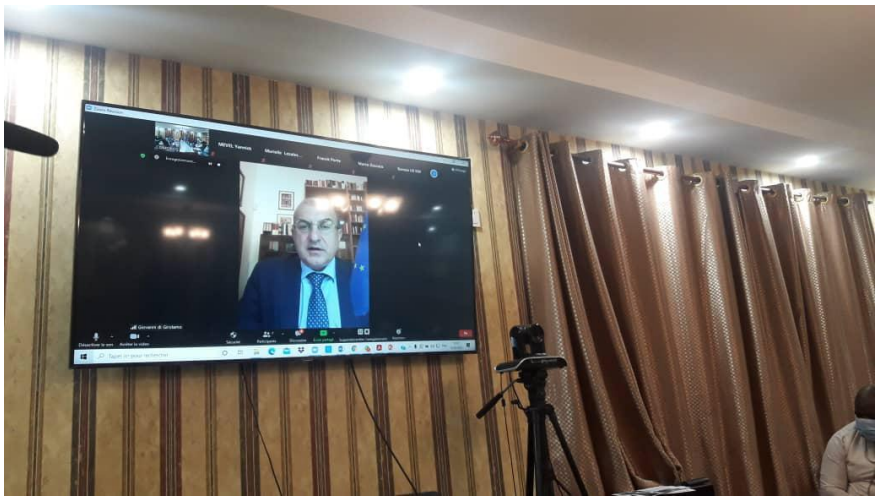
2.5 Economie.....17
- Basse Mahavavy : le reseau hydroagricole remis en état

Pour le renouveau du partenariat entre l'Union des Comores et l'Union Européenne

Moroni, 18 février 2021 - L'Ambassadeur de l'Union européenne, SEM Giovanni Di Girolamo a échangé à haut niveau par visio-conférence avec le Ministre des affaires étrangères et 5 autres Ministres du Gouvernement comorien sur les priorités envisagées pour la Coopération 2021-2027.

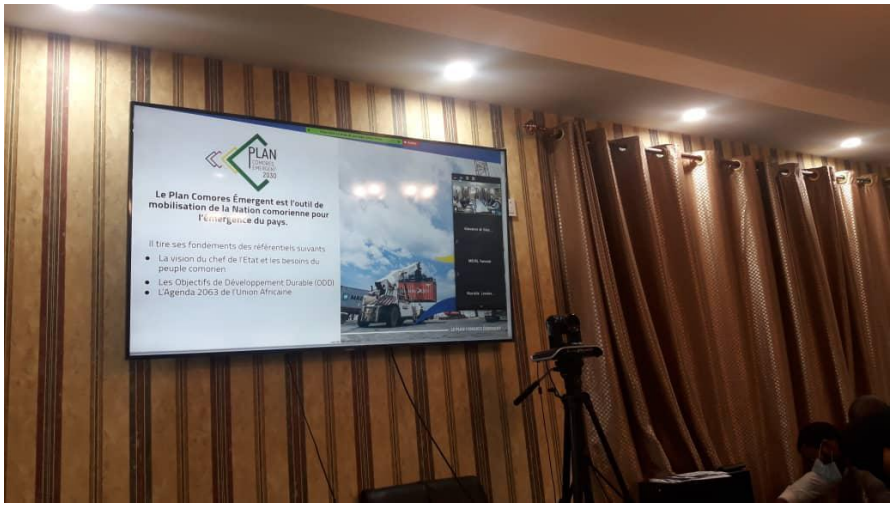


L'Ambassadeur européen a déclaré : "Nous avons pour ambition d'accompagner les Comores vers l'émergence, dans le respect des valeurs fondamentales, de consolidation de la démocratie et des droits de l'homme. Mieux lutter contre les inégalités est nécessaire pour que la croissance économique soit durable et profite à tous. C'est pour cela que nous attachons une grande importance à la participation et la protection des femmes et de la jeunesse dans notre coopération future."

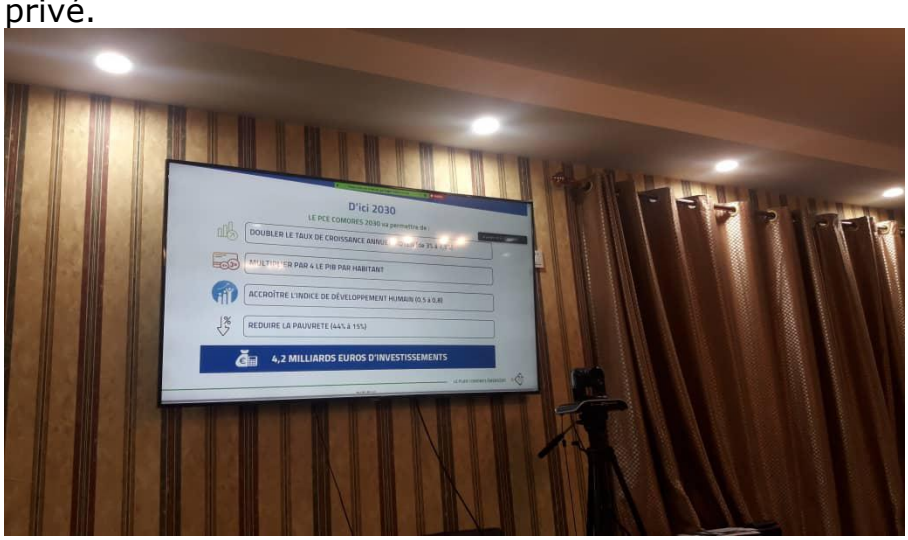


Pour sa part le Ministre des affaires étrangères comorien s'est réjoui du renouveau de la coopération du pays avec l'Union européenne, ciblée sur les priorités du Plan Comores Emergent (PCE). Il a souligné l'efficacité de

l’engagement de la Team Europe et de la Commission de l'Océan Indien (COI) dans la riposte contre le COVID et a demandé davantage de soutien pour permettre et accélérer l’accès au vaccin de la population comorienne.



De son côté, le Ministre des Finances, en sa qualité d’Ordonnateur National du FED, a rappelé que trois nouveaux projets démarrent en 2021, l’un sur la formation et insertion professionnelle, l’autre sur le renforcement de la gestion des finances publiques et le dernier en appui au commerce et secteur privé.



LA FRANCE ET L'UNION EUROPEENNE (TEAM EUROPE) à nouveau mobilisées en partenariat avec LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN Afin de soutenir dans l'urgence L'UNION DES COMORES dans sa lutte contre le COVID 19

La Coopération Française à travers son Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) et l'Agence Française de Développement (AFD) en lien très étroit avec l'Union Européenne (UE) démontrent l'engagement concret du Team Europe aux côtés de la Commission de l'océan Indien (COI) dans la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 en Union des Comores, permettant ainsi une nouvelle livraison en urgence d'un fret de 3 tonnes d'équipements sanitaires, indispensable pour équiper notamment les centres de soins en matériel de réanimation et ainsi renforcer l'action de riposte à la crise sanitaire.

Ce matériel a été réceptionné ce mardi 16 février 2021 à l'aéroport de Moroni par le Ministre des Affaires étrangères comorien, en présence des représentants, de la Coopération française et du Bureau de l'Union Européenne aux Comores. Cette assistance contient, entre autres, **12 respirateurs de réanimation, 12.000 masques d'oxygène, 2 défibrillateurs semi-automatique, 21 lits de soins intensifs et une plateforme PCR complète, intégrant plus de 3 600 tests de prélèvements SARS-CoV2.**



Remise d'équipement médical COI contre la pandémie Covid-19

(de gauche à droite : Yannick MEVEL, attaché de coopération - Dhoihil Dhoulkamal, ministre des Affaires Etrangères - Pierre Beziz, chef du Bureau de l'UE)

Il s'agit du second envoi de fret par la COI, après un premier lot remis en août 2020, et du 3ème vol sanitaire d'urgence organisé depuis le début de l'année par la coopération française au bénéfice de l'archipel des Comores. Ces moyens d'assistance supplémentaires permettront **de renforcer la prise**

en charge des patients les plus graves en réanimation sur les iles de l'archipel et de contribuer à la stratégie de dépistage de la population : identification des patients positifs ou de cas contacts afin de faciliter leur référencement aux centres de prise en charge le plus tôt possible.
Ces équipements ont été livrés dans le cadre du 2e plan de riposte aux Comores financé par la Coopération Française via l'AFD à hauteur de 1,5 million d'euros à travers le Programme régional RSIE III d'appui au Réseau de surveillance épidémiologique et de gestion des alertes (Réseau SEGA One Health), porté par la COI.
Un 3ème lot de 6 tonnes d'équipement prévu à la mi-mars par acheminement en bateau depuis l'île Maurice, permettra la livraison de 3 générateurs d'énergie et d'une cabine de sécurité microbiologique pour la plateforme des tests PCR.
La Phase IV du Programme RSIE est en cours d'élaboration et permettra de financer le 3ème plan de riposte COVID de la Commission de l'océan Indien dans la région sur financement de l'Union européenne, mis en œuvre par la France.
La France, l'Union Européenne et l'ensemble des états membres de la Commission de l'océan Indien, réaffirment leur engagement solidaire au plus près de la population affectée et des équipes dévouées, pour la préservation des acquis du développement de l'Union des Comores.

Seychelles NATION

Le Prix Indianocéanie 2021 : Dépot des textes avant le 30 juin 2021

Le prix Indianocéanie 2021 a été lancé et les auteurs, poètes, artistes sont appelés à déposer leur conte, nouvelle, essai, roman, théâtre et leur recueil de poésie avant le 30 juin 2021. Les participants doivent être âgés de plus de 18 ans et doivent être originaire de l'Union des Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles.

Qu'est-ce que le Prix Indianocéanie ?

C'est un projet de la Commission de l'Océan Indien (COI). L'appel à écritures Indianocéanie est un appel à écrire des textes en français, sans genre imposé, portant sur des questionnements contemporains propres à la région Indianocéanie. Le prix récompense une œuvre littéraire originale et jamais éditée, inspirée de cet espace géographique, culturel, linguistique commun, en tant que socle de référence partagé, lieu de réinvention du monde.
Le lancement de l'appel à écritures et la cérémonie de remise de prix sont deux temps forts de cette manifestation littéraire. Ils sont l'occasion de promouvoir l'Indianocéanie, de contribuer à la promotion et à la diffusion de sa littérature, de renforcer le réseau d'acteurs en la matière et de faire connaître le lauréat.
Ce concours est ouvert du 15 décembre 2020 au 30 juin 2021. Il est ouvert aux résidents des îles de l'Indianocéanie : les Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice, et les Seychelles, âgés de plus de 18 ans au moment du dépôt de leur manuscrit.
Les membres du jury, nommés par les États membres de la COI, sont chargés de désigner le lauréat du Prix Indianocéanie.
Le texte primé sera édité à environ 500 exemplaires. Les exemplaires seront distribués en librairie et à destination des institutions nationales, régionales et internationales qui prennent part, directement ou indirectement, aux actions de coopération conduites par la COI. Il s'agit d'une édition 100% numérique : dépôt des manuscrits en ligne. Pas d'envois postaux ou de remise en mains propres.
Le lauréat recevra une récompense de 1 000 euros.
Le jour du lancement de cette compétition, Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien disait que « Le prix Indianocéanie, c'est d'abord une belle aventure humaine ! Elle commence dans l'esprit de celle ou celui qui a l'envie de dire, de raconter, de susciter des émotions. Elle prend forme dans les mots qui noircissent les pages et dans le courage, parce qu'il en faut, de soumettre son écrit à l'examen critique d'un jury. Cette aventure-là, la COI est fière de la porter avec l'Organisation internationale de la Francophonie et le Conseil départemental de La Réunion depuis 2018. Au-delà du prix lui-même, nous voulons mettre en lumière le talent créatif qui peuple de nos îles, nous souhaitons promouvoir notre région, nos histoires, nos îles qui ont beaucoup à dire au monde. Nous valorisons

aussi la langue française que nous avons en partage, nous célébrons bien sûr l'écriture et le livre ».
Il a aussi ajouté que l'enthousiasme suscité par les deux premières éditions a montré qu'il y a un espace et aussi une attente pour la création littéraire. Le prix Indianocéanie est cet espace ouvert et libre d'expression. « J'appelle tous les écrivains, novices ou confirmés, à y participer ! »
Le représentant de l'Organisation Internationale de la Francophie, Léonard Emile Ognimba a mentionné dans son message que le Prix Indianocéanie symbolise le trait d'union qui doit exister entre les pays de l'Océan Indien et que nous devons continuer à promouvoir. Il est important, pour les auteurs de la région, de pouvoir questionner leur appartenance à cet espace solidaire et commun qu'est celui de l'Indianocéanie, de revendiquer l'identité plurielle propre à chaque culture nationale, d'exprimer la richesse et diversité qui les composent. Pour la Francophonie, faire connaître les écrivains francophones dans toute la diversité de leurs origines, et au-delà des frontières, c'est souligner la créativité de cette langue française que nous avons en partage, et le lien de solidarité qu'elle représente pour les populations du monde entier.
« En renouvelant une fois de plus notre appui à la Commission de l'Océan Indien pour cette formidable initiative, nous souhaitons ainsi que le prix littéraire de l'Indianocéanie puisse connaître le même succès que le prix des Cinq continents de la Francophonie, qu'il puisse cultiver dans le temps ce sentiment d'appartenance à cette région du monde qui porte déjà en elle toutes les valeurs de la Francophonie ».

Les membres du jury

Pour ce concours, les membres du jury sont : M. Said El-Anis Mohamed Djohar (Comores) ; Mme Dominique Dambreville – Directrice du Centre de lecture et d'animation culturelle du Brûlé et auteure (La Réunion) ; Mme Tsiky Rakotomavo – Conteuse, poétesse et narratrice (Madagascar); Mme Kumari Issur – Professeure associée en littérature francophone à l'Université de Maurice (Maurice) et Mme Zitabella Labiche – Enseignante de français et formatrice (Seychelles).

Vidya Gappy

Africa should now strengthen fisheries governance frameworks

African countries should strengthen their fisheries governance frameworks, in order to deter and stop illegal fishing, and these may include ratification or accession to international and regional fishery agreements; and resolutions as well as implementation of these into domestic legislation-

Others include Operation Johari that was launched several years ago as part of a regional crackdown on international unregulated and unrepresented (IUU) fishing on the western rim of the Indian Ocean.

It was undertaken with law enforcement agents from the Deap Sea Fishing Authority, the Tanzanian Navy and Multi-Agency Task Team (MATT). Other measures included Operation Sangara on Lake Victoria.

We are aware of effects of illegal fishing especially explosive fishing, and therefore the surveillance centres should be well equipped.

In 2017 fish catches in the country declined to at least 360,000 tonnes in 2016 compared to 390,000 tonnes of fish in 2012.

The latest UN Food and Agricultural Organisation (FAO) report shows that illegal fishing is still rampant in the western Indian Ocean coast, occasioning a US$ 400 million loss per year in landings or nearly US$ 1 billion in processed products. Despite concerted efforts by the shoreline countries, including Tanzania, the rate at which unregulated fishing is executed continues to alarm policy makers and development agencies.

Today, one out of every five fish is caught illegally in the western Indian Ocean region," FAO said in the report. The Regional Fisheries Monitoring Plan (PRSP) was created in 2007 by the Indian Ocean Commission, an intergovernmental body formed in the 1980s, as a tool to address the problem.

During the past decade, the PRSP surveillance zone expanded to 6.4 million square kilometres from 5.5 million km square in eight nations' coasts, the report underlined

Suite de l'article

Un nouvel accord entre les Seychelles et la Réunion ouvre plus d'opportunités dans le domaine de la santé

By: **Sharon Ernesta et Traduit par Rudie Bastienne**



La ministre Vidot a expliqué que l'accord ouvrirait une nouvelle voie à la spécialisation pour les jeunes médecins seychellois.

(Seychelles News Agency) - Un nouvel accord entre les Seychelles et la Réunion - un département français de l'océan Indien - donnera aux Seychellois davantage d'opportunités d'échanges et de recherches dans le domaine de la santé.

L'accord-cadre de coopération internationale a été signé entre le Centre hospitalier universitaire (**CHU**) de La Réunion, le ministère de la Santé des Seychelles et l'Université des Seychelles.
La signature, effectuée virtuellement mercredi, permet des échanges d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants et de personnel technique et administratif entre les deux îles. Il vise également à renforcer la collaboration existante en matière de formation et de recherche dans le domaine de la santé.

La ministre de la Santé, Peggy Vidot, a expliqué que l'accord ouvrirait une nouvelle voie à la spécialisation pour les jeunes médecins seychellois.
Mme. Vidot a ajouté que le ministère vise un programme innovant pour les jeunes médecins, programme qui s'est avéré nécessaire suite aux multiples difficultés rencontrées par le ministère de la Santé pour acquérir des médecins seychellois plus spécialisés et compétents.

"C'est l'une de nos stratégies ambitieuses à la fois pour avoir des médecins seychellois à des postes clés à l'hôpital des Seychelles, mais aussi pour améliorer la qualité des soins offerts par notre hôpital principal. Je remercie de tout cœur la France de nous avoir apporté leur aide dans ce processus", a déclaré Mme. Vidot.



L'accord-cadre de coopération internationale a été signé entre le Centre hospitalier universitaire (C Réunion, le ministère de la Santé des Seychelles et l'Université des Seychelles. (Seychelles Nation) Pl

La ministre a ajouté que la collaboration entre les Seychelles et la Réunion en matière de santé remonte à plusieurs années. « Pendant toutes ces années, nous avons conclu ensemble de nombreux projets bénéfiques pour les Seychelles. Je voudrais croire que la Réunion a également bénéficié, à travers ces échanges fraternels, à travers ce partage régional et à travers ces amitiés », a ajouté Mme. Vidot.

L'ambassadeur de France aux Seychelles - 115 îles de l'océan Indien occidental - a signé l'accord au nom du gouvernement français.
« Ce projet s'inscrit dans la longue liste d'actions de coopération entre notre région et les Seychelles, notamment pendant cette période de COVID-19 qui a vu la création de groupes de travail entre les médecins seychellois et le **CHU** de la Réunion pour des échanges par visioconférence. L'Ambassade de France et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est honoré et fier de soutenir cette initiative pour laquelle j'exprime mes meilleurs vœux de succès », a déclaré l'ambassadeur Dominique Mas.
Ambassadeur Mas a ajouté que le projet s'inscrit dans la longue tradition de coopération régionale, soutenue par l'Union européenne dans le cadre des partenariats INTERREG.

L'ambassadeur a expliqué que le nouveau projet s'inscrit également dans la perspective de la prochaine présidence française de la Commission de l'océan Indien (CIO) qui se concentrera sur la santé, mais aussi la mobilité des étudiants et des chercheurs, comme annoncé par le président français Emmanuel Macron lors son discours à la Réunion en 2019.
L'accord permettra le développement de programmes de formation conjoints, de programmes de recherche conjoints, ainsi qu'une direction scientifique

conjointe des travaux de recherche entre les Universités de la Réunion et des Seychelles, le ministère de la Santé des Seychelles et le **CHU** de la Réunion qui est un centre nucléaire, radiologique, de référence biologique et chimique et de référence des maladies rares.
Les Seychellois seront exposés à un large éventail de spécialisations en santé telles que cardiaques et vasculaires, infantile et néonatale, neurochirurgie, brûlures graves, greffes, médecine nucléaire, cancérologie et hématologie-oncologie, entre autres.

La menace toujours présente de la Covid-19

Les événements politiques de ces derniers temps nous ont fait oublier que la Covid-19 est toujours une menace insidieuse. Le bilan hebdomadaire présenté à la TVM a semblé passer inaperçu alors que les chiffres de contaminations et le nombre de décès ont crû de manière spectaculaire.

La menace toujours présente de la Covid-19

Nosy-Be, pôle touristique par excellence, est en alerte car on a constaté un nombre de cas positifs élevés. Le préfet a lancé un véritable branle-bas de combat après l'annonce de 48 cas de contamination. L'île est une porte d'entrée dans le pays car son aéroport reçoit des vols de l'extérieur. Les contrôles vont être plus sévères et les mesures appliquées seront très strictes, mais la région de la SAVA est elle-même sous haute surveillance. L'occasion est donc trouvée pour rappeler que le virus est toujours une épée de Damoclès suspendue sur nos têtes. Le bilan hebdomadaire présenté le week-end dernier fait état de 233 nouveaux cas et de cinq décès, et souligne que le virus couvre les 22 régions. Madagascar ne peut pas échapper à la menace représentée par les nouveaux variants du virus, notamment celui appelé « sud-africain ». Nos voisins de Mayotte, des Comores et de La Réunion sont sur le qui-vive et leurs autorités ont pris des mesures radicales pour endiguer la pandémie. On ne doit donc pas s'étonner de la migration de ce virus chez nous. Les Malgaches, du moins les plus conscients, ont parfaitement compris la nécessité du port du masque et l'adoption des gestes barrières, mais on constate parfois un relâchement. Il y a des rassemblements qui se font sans aucune précaution. On l'a vu lors des manifestations politiques récentes. C'était le cas le week-end dernier à Tana et à Toliara. On ne reviendra pas sur ce qui s'est passé à Analakely, mais il y a eu aussi l'accueil triomphal des sénateurs par de nombreux partisans à Toliara. Ce sont des exemples que l'on peut citer car ils ont été médiatisés, mais il ne s'agit pas de cas isolés. Il est donc nécessaire de rester vigilant et d'avoir à l'esprit que nous devons respecter une certaine discipline pour rester en bonne santé.
Patrice RABE.

Covid-19 update 30 new cases in two days

Thirty (30) new cases of Covid-19 were recorded since the last update bringing the total number of cases recorded in Seychelles to 2,592. They are from samples taken on February 23 and 24, 2021.
One (1) is a foreigner and 29 are Seychellois.
Of the 318 active cases, 24 are on Praslin, seven on La Digue and 287 are on Mahé.

Another 215 cases, 185 Seychellois and 20 foreigners, met discharge criteria and have been discharged into convalescence.
Everyone is advised to continue practice the different measures to stop the spread of Covid-19. Keep interactions to immediate households (the persons you live with) only and to not gather in crowds. Other measures to follow:

- Wear a mask in public places and where physical distancing cannot be maintained
- Practise hand hygiene regularly
- Avoid gatherings and crowds
- Avoid sharing objects
- Practise physical distancing of more than 1 metre.

Press release from the Ministry of Health

Forêt de mangroves : 50 000 pièces de propagules et plantules plantées à Kimony



Journée de reboisement de mangroves, hier à Kimony, région Menabe.

La restauration et la conservation des écosystèmes côtiers et marins dégradés sont une grande nécessité, selon le projet SWIOFish2. Celui-ci œuvre pour le renforcement de la résilience des mangroves, habitats naturels clés pour de nombreuses espèces.

Des infrastructures vertes. C'est ainsi que la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture (DGPA), appuyé par le projet SWIOfish2 considèrent les forêts de mangroves. Pour renforcer ces « infrastructures », cette direction a organisé, hier, une campagne de reboisement à Kimony Morondava, dans la région de Menabe. 50 000 pièces de propagules et plantules ont été repiquées sur une surface totale de 5Ha de forêt de palétuviers. Selon les organisateurs, cette campagne entre dans le cadre de la réalisation du Velirano n°10 du président Andry Rajoelina et de la Politique Générale de l'Etat, dont la protection des habitats naturels côtiers et marins figure parmi les priorités. *« Elle répond au défi de protection du paysage marin, du sol, également de reboisement et de la lutte contre la destruction de l'environnement »*, a indiqué Bemanaja Etienne, DG de la Pêche et de l'Aquaculture. A noter que le ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD) et le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) travaillent de concert pour la gouvernance et la gestion durable de ces écosystèmes. Pour sa part, le MEDD s'engage à planter chaque année 5 000 Ha de mangroves, tandis que le MAEP, appuyé par le projet SWIOfish2 vise à restaurer 10 000 Ha d'écosystèmes marins d'ici 2023.

Pressions humaines. Les mangroves représentent un écosystème très riche et particulièrement sensible pour la faune et la flore qu'elles abritent, d'après les explications de RANDRIA Nirina Gervais, Coordinateur National Swiofish2. *« Présentant un rôle essentiel, aussi bien physique qu'écologique, il est indispensable de protéger la biodiversité et les services écosystémiques rendus par ces habitats, naturels côtiers et marins. Malheureusement, la pression humaine a fortement accéléré la destruction des palétuviers dans les zones littorales de Madagascar »*, a-t-il noté. Parmi les actions dévastatrices les plus citées figurent, entre autres, la collecte de bois de chauffe, bois

d’œuvre ou encore la pratique des techniques de pêches non durables. Pourtant cette régression alarmante de la couverture des forêts de mangrove affecte énormément la biodiversité et favorise l’érosion par la mer qui menace la ville depuis une cinquantaine d’années.

Durabilité. Les initiateurs de la journée de reboisement de mangroves ont mis en place une organisation permettant de suivre l’évolution des plantes mises en terre. Un système de protection et de conservation est créé et des zones de gestion durables des mangroves sont mises en place. Selon le DGPA, des campagnes de sensibilisation sont également menées au niveau des communautés villageoises environnantes, axées sur l’importance écologique et halieutique de la préservation de mangroves. Pour être protecteurs des forêts de mangroves, les communautés locales doivent s’investir pleinement dans la pérennisation des reboisements des mangroves.
Antsa R.

Motifs impérieux : le secteur du tourisme est encore plus inquiet



Depuis le rétablissement des motifs impérieux le 28 janvier 2021, les hôtels et gites tournent au ralenti. Le nombre de vols a lui aussi considérablement baissé, avec la suppression de près de la moitié des vols. Une situation qui impacte fortement l'industrie du tourisme, alors que la situation sanitaire de La Réunion est toujours préoccupante (Photo d'illustration rb/www.ipreunion.com)

"On arrive à maintenir la tête hors de l'eau grâce aux clients locaux, mais la semaine, nos chambres sont presque vides" regrette Sylvie, gérante du gite La rose du sud, situé à Saint-Pierre. Durant tout le mois de février, les réservations ont été rares. Comme pour la plupart des gites et hôtels, ce sont les touristes qui font tourner l'entreprise. Depuis le 28 janvier, il n'y a plus grand monde pour remplir les établissements. "Heureusement, j'ai une petite structure et n'ai donc pas d'employés. Car depuis le début de la crise sanitaire, je n'ai tiré presque aucun bénéfice : tout l'argent gagné amortit mes dépenses pour le gîte, mais je n'ai pas vraiment eu de salaire" regrette la gérante.

Une situation qui se retrouve un peu partout dans l'île. A Salazie, au gîte Pti blanc des O, Claudine peine à remplir son gîte. "Nous sommes remplis le week-end, car c'est le moment où les résidents de La Réunion partent en randonnée. Mais la semaine, il n'y a quasiment plus aucun client. Nous sommes dépendants de la fréquentation touristique" explique-t-elle.

"On comprend que ce soit nécessaire pour endiguer la pandémie, mais à ce point, il faudrait peut-être nous reconfiner pendant quinze jours afin de repartir sur de meilleures bases" suggère Claudine.

Autre menace qui plane sur les hôteliers : l'avancement du couvre-feu à 20 heures, voire un reconfinement. "Pour l'instant, le couvre-feu de 22 heures ne changent pas grand-chose pour nous : avec le nouveau protocole sanitaire, nous n'avons que six ou sept places pour la restauration, et il n'y a pas vraiment de chose à faire passer 22 heures dans Salazie. Si ça devait être abaissé à 20 heures, ça commencerait par contre à devenir un peu plus compliqué" assure-t-elle. **Suite de l'article**

Basse Mahavavy : le réseau hydroagricole remis en état

Par Les Nouvelles sur 27/02/2021



Annonces Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?

Annonces Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?

Les travaux de remise en état du réseau hydroagricole de la basse Mahavavy à Ambilobe (région Diana) ont été lancés officiellement, hier. Ils permettront d'augmenter la capacité d'irrigation pour couvrir 8600 ha exploités par les producteurs dans la région et 9300 ha par l'usine sucrière d'Ambilobe.

L'Union européenne finance les travaux à hauteur de 3,4 milliards d'ariary à travers le programme « Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives » (Afafi Nord).

Dans la région Diana, le programme Afafi Nord est déployé exclusivement dans le District d'Ambilobe. Il comprend plusieurs composantes (agroforesterie, chaines de valeur…) dont l'une porte sur une contribution substantielle à la remise en état du réseau hydroagricole de la Basse Mahavavy. Avec une superficie exploitable de 18.000 ha, Cette dernière est le plus grand périmètre irrigué du pays. Elle joue un rôle économique important à l'échelle locale, régionale et nationale.

R.R.